

La santé des conductrices et conducteurs de bus n'est pas très bonne...



UN AVENIR À DÉSIRER

Et si on planifiait?

GRÈVE DU CLIMAT SUISSE*

Nous avons conclu notre dernier article au sujet des coopératives avec le constat que si les coopératives permettent la démocratie au sein de l'entreprise et une production davantage axée sur des besoins réels, elles ne suffisent néanmoins pas à donner une direction cohérente et écologique à l'économie dans son ensemble. La planification de l'économie pourrait potentiellement répondre à ce besoin. Alors que le concept de planification n'était pas en vogue ces dernières décennies, il revient sur le devant de la scène politique – crise écologique oblige. Jean-Luc Mélenchon, par exemple, propose une planification écologique qui impliquerait les citoyennes dans l'élaboration d'un plan national et prévoirait une programmation budgétaire pour chaque secteur, ce qui pourrait réellement permettre une application sérieuse des objectifs climatiques.

A quoi pourrait donc ressembler un système avec une économie planifiée? Dans les grandes lignes, l'Etat se chargerait de fournir le capital aux entreprises d'une certaine taille et serait responsable de la gestion de leur production. Les entreprises avec une grande influence sur le marché seraient donc nationalisées ce qui permettrait de coordonner la production dans une logique de décroissance écologique. Concrètement, cela signifierait par exemple que l'autorité publique déciderait combien de montres peuvent être produites en Suisse et fournirait une somme correspondante au secteur de l'horlogerie suisse. Accessoirement, les élu-es pour-



GRÈVE DU CLIMAT
SUISSE*

raient décider que les montres de luxe ne sont pas indispensables et reconvertir le secteur de l'horlogerie suisse pour qu'il produise des biens plus utiles. En théorie, une planification judicieuse permettrait de produire uniquement ce qui est tenu pour réellement nécessaire. Ceci mettrait enfin un terme à notre système qui pousse au gaspillage de ressources.

Mais c'est évidemment l'expérience de l'URSS qui vient à l'esprit quand on entend le terme de planification. Dans l'économie soviétique, il n'y avait presque plus de marché et toutes les décisions concernant l'organisation de la production, les prix, la quantité, etc. des marchandises étaient prises selon un plan global.

Ce système a mal fonctionné pour des raisons complexes et diverses. Un problème majeur était la concentration du pouvoir dans les mains d'une petite élite qui prenait les décisions pour toute la population, ce qui rendait l'URSS fondamentalement anti-démocratique. Citoyen-nes et consommateur-trices n'avaient plus vraiment d'autonomie ni de liberté dans leur choix de vie. Assurer la motivation des travailleur-euses était compliqué alors que l'investissement ne dépendait pas de la qualité du bien produit ou de la prestation fournie. De plus, un système économique de tout un pays est extrêmement complexe, et planifier la production de bout

en bout nécessite une énorme quantité de données, ainsi que la capacité de les analyser et prendre des décisions cohérentes en conséquence. Ceci n'a pas fonctionné pour l'Union soviétique et le plan global de production n'était donc pas adapté aux besoins de la population. Par conséquent, l'économie soviétique est restée tristement célèbre pour son inefficacité et son manque de démocratie, et fait toujours figure de repoussoir.

Mais est-il alors encore possible de se rallier à un idéal de maîtrise commune de notre production, ou l'idée même de planification est-elle vouée à être inopérante et bureaucratique? Il existe de plus en plus de réflexions autour d'une planification qui serait réellement fonctionnelle et adaptée au XXI^e: Comment planifier l'économie à l'aide des nouvelles technologies, comment s'assurer d'un mode de décision démocratique, etc.

Ainsi, malgré l'exemple peu convaincant de l'URSS, la planification économique reste – sous des formes renouvelées – une alternative potentielle au capitalisme actuel.

Si le financement des différents secteurs est planifié, la logique égoïste qui pousse à investir uniquement pour son propre profit et sans considérations écologiques ou sociales disparaît. La planification porte en elle l'idée – cruciale pour notre époque – d'une plus grande maîtrise de la société sur ce qu'elle produit et sur notre place dans l'équilibre planétaire. Notre prochain article présentera les réflexions actuelles sur les formes que pourrait prendre une planification en adéquation avec notre temps.

*Climatestricke.ch

Prochain rendez-vous mercredi 10 août.

POLYPHONIE AUTOUR
DE L'ÉGALITÉ

«On ne naît pas femme, on en meurt»

MISO ET MASO*



MISO ET MASO*

Ce slogan vu à la manifestation lausannoise du 14 juin dernier fait référence aux violences faites aux femmes par l'ordre patriarcal. On pense à la violence dans le couple bien sûr, aux viols comme armes de guerre, aux viols commis en «temps de paix», mais comment ne pas également penser aux effets collatéraux d'une interdiction d'avorter, entre atteintes à la santé mentale, physique et périls pour la vie lors de recours à des avortements clandestins.

Il est ainsi des jours comme ce 24 juin, où on ne trouve plus les mots, où on oscille entre colère et tristesse, entre envie de laisser tomber ou de tout faire péter. Ce 24 juin pluvieux, à 16h26 tombe la nouvelle que la Cour suprême des Etats-Unis vient de révoquer l'arrêt Roe vs Wade. C'est un coup d'assomoir et, pour les Suissesses, juste dix jours après l'enthousiasme et l'espoir suscité par des milliers de personnes descendues dans les rues au nom de l'égalité, pour le respect, la liberté de choisir nos vies, de disposer librement de nos corps. Bien sûr qu'on l'avait vu venir, mais on voulait croire que nous n'étions pas revenue-es aussi loin en arrière, qu'une once de bon sens allait encore changer le cours des choses, qu'un soubresaut humaniste aurait lieu. Cela n'a pas été le cas.

Alors, quand de telles décisions nous renvoient cinquante ans en arrière, il nous faut reprendre les façons de faire des féministes qui se sont battues avant nous. Le style d'Annie Cohen dans son texte de 1977 sur le viol s'est immédiatement rappelé à nous¹. En effet, ce qui vient de se passer est une déclaration de guerre, franche et ouverte, sans détour. La décision de la Cour suprême témoigne d'un mépris et d'une haine inouïe des femmes, dont les choix, la voix, la vie ne comptent pas.

A quel niveau de haine vivons-nous pour n'avoir pas le droit de décider, de choisir, de donner notre avis, pour que ce qui se passe dans nos corps ne nous appartient pas? A quel niveau de haine vivons-nous pour être ainsi méprisées, bâillonnées, infantilisées? A quel niveau de haine vivons-nous pour que nos vies ne comptent pour rien, pour que les risques encourus pour notre santé psychique ne soient pas pris en considération? A quel niveau de haine vivons-nous pour que dans le «droit à la vie», le droit à notre vie ne soit jamais envisagé? A quel niveau de haine vivons-nous pour que l'on nous condamne sans ciller à porter le fruit de viols, d'incestes, d'abus; pour que l'on nous enferme dans un rôle de reproductrice, respectée uniquement pendant qu'elle fait son office? A quel niveau de haine vivons-nous pour que nos corps, nos sexes, nos vulves, nos utérus leur appartiennent à eux, ceux qui décident de nos choix, de nos vies et qui se contre-fichent de savoir si l'on va bien ou si l'on en crève? A quel niveau de haine vivons-nous pour que l'on nous rappelle sans cesse que le droit de jouir n'existe qu'au masculin, et qu'au XXI^e siècle à nouveau, nous pourrions être poursuivies pour avoir voulu aimer sans entraves, être libres?

Pour conclure, reprenons les propos d'Annie Cohen: «La guerre existe et nous ne l'avons pas déclarée. A nous maintenant de nous défendre et d'y répondre.» Les réactionnaires, fondamentalistes chrétiens en grande majorité, n'ont pas attendu, des manifestations anti-avortement ont déjà eu lieu en France en janvier, et plus récemment en Espagne pour saluer la décision de la cour américaine. Ne les laissons pas prendre exemple sur cette dernière, ne laissons pas tomber celles qui désormais vont à nouveau devoir avoir peur, se cacher, traverser des frontières, mettre leur vie en péril. Heureusement, depuis quelques jours les initiatives de résistance et de solidarité se dressent un peu partout dans le monde, mais la guerre est déclarée et il va falloir se battre!

*Investigatrices en études genre

¹«Dans quel état de guerre vivons-nous?», paru en 1977 dans le premier numéro de la revue contre-culturelle *Alternatives*.